

Coûts économiques des inégalités de genre dans le marché du travail au Maroc

-Synthèse-



Coûts économiques des inégalités de genre dans le marché du travail au Maroc

Février 2021

Auteur.rice: Olivier Bargain et Maria LO BUE

Les opinions exprimées dans cette publication relèvent de la responsabilité des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration et de l'ONU Femmes.

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne et de l'Agence Française de Développement. Son contenu relève de la seule responsabilité des auteurs et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne et de l'Agence Française de Développement.

Contact:

Direction des Etudes et des Prévisions Financières

Quartier administratif, Entrée D, Rabat-Chellah

Téléphone: 212.37.67.74.15/16

Télécopie: 212.37.67.75.3

Web: <http://depf.finances.gov.ma>

E-mail: depf@depf.finances.gov.ma

Bureau d'ONU Femmes Maroc

13, Avenue Ahmed Balafrej, Souissi, Rabat, MAROC

Téléphone: +212 5 37 63 53 20 / +212 5 37 63 53 25

Fax: +212 5 37 63 53 40

Web: <https://morocco.unwomen.org/fr>

Dépôt Légal: 2021MO0838

ISBN: 978-9954-9233-7-5

Coûts économiques des inégalités de genre dans le marché du travail au Maroc

-Synthèse-



Réalisé par :

Olivier BARGAIN (Professeur à l'Université
de Bordeaux)

Maria LO BUE (Chercheuse à l'Université
des Nations Unies, UNU-WIDER)

Coordination de l'ouvrage :

Zineb BOUBA et Bouameur RAGBI (Direction
des Études et des Prévisions Financières)

**Sofie LAMBERT, Sacha BELLE-CLOT et
Hasna BOULASRI** (ONU Femmes Maroc)

Le Maroc a entamé depuis deux décennies une dynamique sans relâche ambitionnant la promotion de l'égalité de genre qui s'est traduite par plusieurs réformes. Malgré les avancées enregistrées en la matière, des défis persistent encore, particulièrement, ceux liés à la faiblesse de l'accès des femmes aux opportunités économiques, induisant des pertes en points de croissance sous l'effet de la sous-utilisation de l'ensemble des potentialités humaines dont dispose le Maroc. L'estimation des gains potentiels qui pourraient être générés moyennant la réduction des écarts de genre, en termes d'accès à l'activité, considérés comme des réserves de croissance économique jusque-là non encore utilisés, s'avère alors d'une grande utilité et, particulièrement, dans ce contexte marqué par une crise sanitaire sans précédent impactant considérablement l'autonomisation économique des femmes.

Pour ce faire, la Direction des Etudes et des Prévisions Financières (DEPF) relevant du Ministère de l'Economie et des Finances et de la Réforme de l'Administration, en partenariat avec le Centre d'Excellence de la Budgétisation au Genre (CE-BSG) et ONU Femmes, a élaboré une étude qui a pour objectif d'analyser

les gains en termes de points de croissance économique résultant du renforcement de l'intégration des femmes dans le marché du travail, pas uniquement en raison d'un accroissement de la population active occupée, mais grâce aussi à la diversité apportée par cette mixité qui elle-même est susceptible d'accroître la productivité.

L'étude s'est, ainsi, appuyée sur l'analyse de l'évolution de la participation des femmes à la population active, au cours des deux dernières décennies, au Maroc et dans d'autres pays, en procédant à des croisements avec les performances économiques de ces pays. L'objectif étant de situer le Maroc par rapport à d'autres pays en termes de réduction des inégalités de genre, particulièrement, en matière d'accès au marché du travail en lien avec les niveaux de développement affichés par ces pays. L'analyse s'est, aussi, intéressée à l'étude de la répartition de l'emploi féminin et masculin par secteur d'activité, tout en mettant l'accent sur les facteurs susceptibles d'affecter l'accès des femmes à l'emploi au Maroc.

Tenant compte de ces évolutions, l'étude a également essayé de mesurer le degré de

complémentarité des femmes et des hommes dans la fonction de production, moyennant des méthodes de mesures de l'élasticité de substitution entre l'emploi féminin et masculin et ce, dans l'objectif d'évaluer l'effet de la réduction du sous-emploi des femmes qui pourrait se traduire par des gains économiques significatifs. Dans ce sillage, l'étude s'est intéressée à l'examen des coûts en termes de points de croissance

et de bien-être engendrés par les obstacles auxquels se heurtent les femmes pour accéder au marché du travail. Cette étude s'est enrichie par une analyse complémentaire dont l'objectif est l'évaluation dans une perspective de long terme, l'impact d'une hausse de l'activité féminine sur la croissance économique tout en prenant en considération l'impact indirect des inégalités de genre en termes d'accès à l'éducation.

1. Analyse d'évolution de la participation des femmes à la population active au Maroc : principaux constats et comparaisons internationales

Les pays de la région MENA, y compris le Maroc, enregistrent des taux de participation des femmes au marché du travail des plus faibles dans le monde (entre 20% et 30% en 2019). Les taux d'activité et d'emploi des femmes, dans cette région, sont notablement faibles

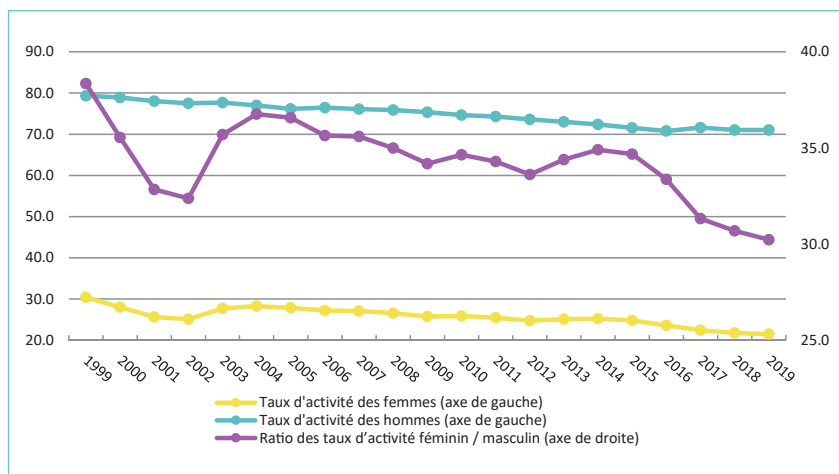
non seulement par rapport aux pays occidentaux mais aussi par rapport au groupe des pays à revenu faible ou intermédiaire (le taux d'activité s'établit en moyenne entre 40% en Asie et 55% en Amérique latine et Afrique subsaharienne).

1.1 Caractérisation des inégalités de genre en termes d'accès à l'activité

Au Maroc, selon le HCP, le taux d'activité s'établit en 2019 à 21,5% (contre 71% pour les hommes) et le taux d'emploi à 18,6% (contre 65,5% pour les hommes). Le Maroc accuse non seulement un retard par rapport aux niveaux mondiaux de participation des femmes à la population active, mais il enregistre également une tendance inverse,

avec une réduction de 24% des taux d'activité depuis 2000. Cette tendance n'est que partiellement attribuable à la conjoncture économique ou à d'autres facteurs structurels, au regard du fait que sur la même période, les taux d'emploi et d'activité des hommes n'ont reculé que de 4% et de 10% respectivement.

Graphique 1: Taux d'activité par genre (population en âge de travailler de 15 ans et plus, en %)



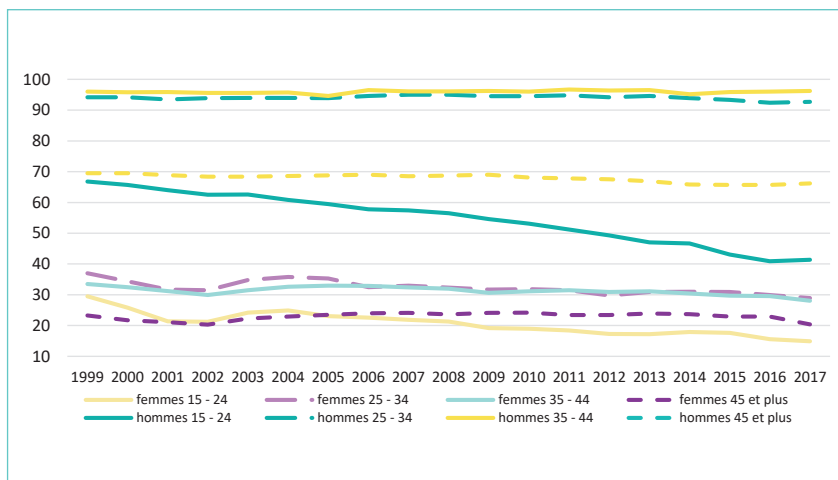
Source : Enquête nationale sur l'emploi, Haut-Commissariat au Plan (HCP), réalisation auteurs

Par rapport aux différents groupes d'âge, une relative stabilité des taux d'activité est observée aussi bien pour les hommes que pour les femmes, à l'exception des plus jeunes. La baisse générale des taux d'activité provient essentiellement de la catégorie d'âge de 15-24 ans, avec une diminution de 50% pour les femmes et 38% pour les hommes sur la période 1999-2017. Ces tendances concernent les plus jeunes, ce qui témoigne en premier

lieu d'une hausse régulière du taux de scolarisation.

Dans le même sillage, l'analyse du ratio du taux d'activité des femmes par rapport aux hommes pour les différentes catégories d'âges confirme que l'activité des femmes représente près de 35% celle des hommes en moyenne, avec des variations selon les années et des oscillations plus importantes constatées chez les plus jeunes.

Graphique 2: Évolution du taux d'activité par genre et par groupe d'âge dans la population en âge de travailler (15 ans et plus)

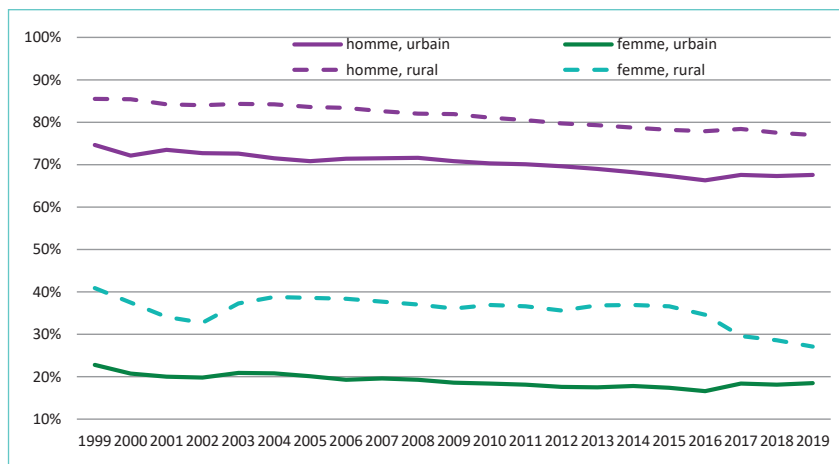


Source : Enquête nationale sur l'emploi, Haut-Commissariat au Plan (HCP), réalisation auteurs

Par milieu, d'importantes disparités entre les milieux urbain et rural en termes d'accès des femmes et des hommes à l'activité sont constatés. En effet, le taux d'activité des femmes reste stable autour de 20% dans le milieu urbain. En raison de l'importance significative du secteur agricole dans l'économie rurale, ce taux oscille entre 30

et 40% dans le milieu rural avec une tendance baissière au cours des dernières années. La stabilité relative des différences homme-femme en matière d'accès à l'activité dans le milieu urbain signifie que les variations générales observées du taux d'activité proviennent, essentiellement, du monde rural.

Graphique 3 : Evolution du taux d'activité des femmes et des hommes dans la population en âge de travailler (15 ans et plus) selon le milieu (rural et urbain)



Source : Enquête nationale sur l'emploi, Haut Commissariat au Plan (HCP), réalisation auteurs

1.2 Caractérisation des inégalités de genre en termes d'accès à l'emploi

Dans le milieu urbain, la structure de l'emploi évolue en ligne avec la logique de la transformation de la structure économique nationale et ce, au regard de l'augmentation progressive de la part de l'emploi dans les services au dépend de celle de l'industrie. Contrairement à la plupart des pays de la zone MENA, la tertiarisation de l'emploi féminin au Maroc reste faible (soit la moitié de la part des hommes dans les services). Cette part jugée faible, conjuguée au niveau bas de participation féminine à l'activité génère une

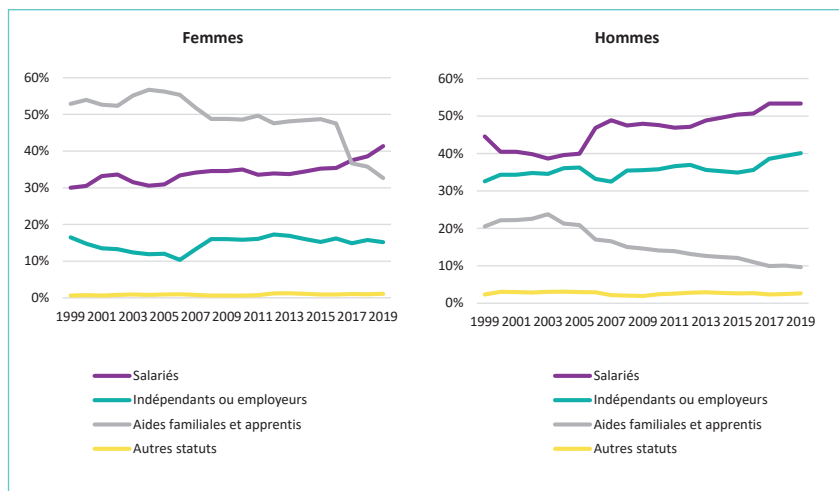
masculinisation dominante de l'emploi dans les services. Il en découle que les activités tertiaires, particulièrement dans le milieu rural, n'exercent pas encore d'effet de rééquilibrage en faveur de l'emploi des femmes à l'instar de plusieurs pays et régions du monde.

En effet, la part de l'agriculture dans l'emploi féminin rural est prépondérante avoisinant près de 93% en 2019. Pour ce qui est de la part de l'agriculture dans l'emploi des hommes dans le milieu rural, elle a enregistré une baisse,

passant de 75,1% en 1999 à 61,9% en 2019. Ces tendances influencent fortement le comportement de la population active occupée totale, marquée par une prédominance de l'agriculture pour les femmes (passant de 60% de l'activité féminine totale en 1999 à 47% en 2019) et, pour les hommes, une diminution de la part de l'agriculture, passant de 40,6% à 28,3% au profit des services. Dans le milieu urbain, l'emploi féminin est caractérisé par une forte progression de la part des services qui passe de 54,1% en 1999 à 71% en 2019) au détriment de l'industrie. Quant à la part des services dans l'emploi urbain des hommes, elle a affiché une légère augmentation de 1,6 point pour se situer à 64,4% en 2019.

La décomposition de l'emploi par sexe et par statut professionnel indique que 33% des femmes marocaines actives occupées en 2019 sont des aides familiales et apprenties et 41% d'entre elles sont des salariées et près de 15% occupent le statut d'indépendantes. Quant aux hommes actifs occupés, ils sont pour moitié (53%) des salariés et 40% sont des indépendants. Il y a lieu de noter que cette répartition n'a connu que très peu de variation sur les deux dernières décennies. Toutefois, la part des hommes salariés augmente tendanciellement (de 40% à 50%), ainsi que celle des femmes salariées qui a progressé de 30% à 41%.

Graphique 4 : Décomposition de l'emploi féminin et masculin par statut professionnel



Source : Enquête nationale sur l'emploi, Haut-Commissariat au Plan (HCP), réalisation auteurs

Encadré 1 : Accès des femmes marocaines à l'activité et à l'emploi : positionnement à l'échelle internationale

L'analyse des tendances à long terme marquant l'évolution à l'échelle internationale du taux de participation des femmes au marché du travail fait ressortir trois groupes de pays :

- Les pays de la zone MENA, dont le Maroc, qui comptent parmi les taux d'activité féminine les plus faibles au niveau mondial (entre 20% et 30%) ;
- Les pays à faible revenu ou revenu intermédiaire avec des taux entre 40% (Asie) et 55% en moyenne (Amérique Latine et Afrique) ;
- Les pays avancés (avec des taux supérieurs à 70% en majorité).

Quant à la part d'emploi vulnérable dans l'emploi féminin total à l'échelle mondiale, elle suit une tendance baissière mais elle demeure toutefois élevée dans certains pays dont le Maroc (avec une part qui est passée de 70% en 1990 à près de 60% en 2017).

Source : Bureau International du Travail

2. Facteurs expliquant la faible participation des femmes au marché du travail au Maroc

Plusieurs obstacles jugés principaux et d'autres complémentaires peuvent être à l'origine de la faible participation des femmes au marché du travail, en l'occurrence, les normes liées au genre, le cadre juridique, la structure de l'économie et du marché du travail, le capital humain... Ces facteurs influencent à la fois l'offre et la demande de travail.

Pour cerner les facteurs déterminants l'accès des femmes à l'activité au Maroc, l'étude s'est appuyée sur les données émanant du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH 2014), en se focalisant sur la population urbaine en âge de travailler (à savoir les personnes âgées de 15 à 60 ans), tout en excluant les étudiants et ce, afin de se concentrer sur le choix de l'emploi au lieu des choix liés à la scolarisation. Pour ce faire, une analyse multivariée a été appliquée permettant d'estimer économétriquement l'emploi féminin moyennant la méthode d'estimation « probit ».

Les résultats qui en découlent indiquent que les contraintes familiales, en l'occurrence, le

nombre d'enfants à charge constitue un obstacle important orientant la décision des femmes d'intégrer le marché du travail. Ces mêmes contraintes sont largement à l'origine du recours des femmes au marché du travail en quête de sources de revenus additionnelles. Dans ce sillage, il est à signaler que la proportion de femmes dans le ménage affecte sensiblement leur accès au travail du fait qu'un poids élevé des femmes dans un ménage leur procure plus de chance pour accéder à l'autonomie économique.

Pour ce qui est de l'effet de l'éducation sur l'accès des femmes à l'activité, les analyses effectuées font état d'effets contrastés en fonction des secteurs d'activité. Ainsi, les niveaux d'éducation du primaire au secondaire collégial exercent un effet positif sur la probabilité de l'emploi des femmes dans l'industrie. En effet, le statut dominant des femmes employées dans l'industrie est le statut d'ouvrier (généralement sans qualification). Cependant, l'accès au niveau d'étude supérieur impacte négativement la probabilité de l'emploi des femmes dans ce

secteur. Par contre, l'accès aux études qualifiantes et supérieures impactent positivement la probabilité de l'emploi des femmes dans le secteur des services. L'effet de l'accès à l'éducation (valable pour les quatre niveaux étudiés) est, en revanche, très important pour que les femmes aient une chance d'accéder à un emploi dans le secteur public. A cet égard, il y

a lieu de noter que les femmes diplômées sont très concentrées dans le fonctionnariat (55% des femmes diplômées du supérieur qui sont en activité sont embauchées dans le secteur public contre 28% dans les services et près de 54% des femmes fonctionnaires disposent de diplôme d'études supérieures et 30% d'entre elles d'un diplôme du niveau secondaire).

3. Liens entre l'emploi féminin, le PIB par tête, la fécondité et l'éducation : positionnement international du Maroc

Dans le prolongement des analyses effectuées, un examen du positionnement du Maroc par rapport à plusieurs pays en termes des niveaux d'inégalité de genre enregistrés en matière d'accès à l'activité et à l'emploi, en relation avec les performances socio-économiques (PIB/tête) et avec d'autres indicateurs pertinents (niveaux d'éducation et de natalité) a été réalisé.

Dans ce sillage, l'analyse de la corrélation inter-pays entre l'activité féminine, le PIB par tête, le taux de fécondité et le niveau d'éducation indique que l'augmentation du niveau d'éducation des femmes et la baisse de la fécondité sont associées assez systématiquement à un taux de participation féminine à l'activité

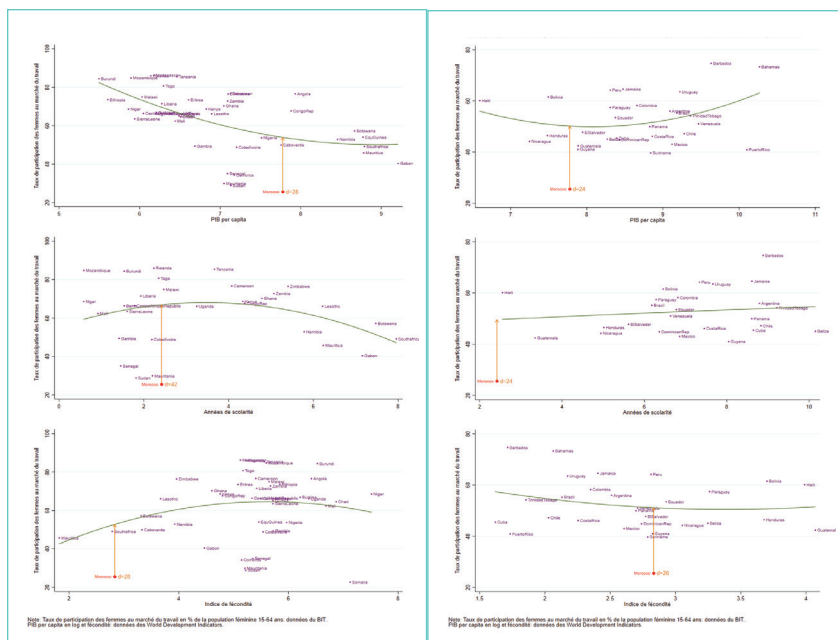
qui est plus élevé, tandis que la hausse des revenus des ménages dans les pays relativement pauvres est associée négativement à l'activité des femmes. Ce résultat suggère qu'une part substantielle des femmes travaille par nécessité économique dans ces pays, ce qui corrobore les résultats obtenus à travers l'exercice d'identification des facteurs déterminants la participation des femmes à la population active au Maroc.

En outre, il y a lieu de noter que les tendances internationales décrivent en général une relation en U entre le niveau d'emploi des femmes et le PIB par tête. C'est dire que le processus de transformation structurelle qui accompagne le développement socio-économique d'un pays conduit d'abord à une

baisse de l'activité féminine du fait d'un basculement de l'agriculture, secteur à forte intensité de la main d'œuvre féminine, vers l'industrie et les services (partie décroissante du U). La suite du processus est plus complexe et l'explication de la partie montante de la courbe repose sur une combinaison de plusieurs facteurs liés, notamment, à la baisse de la fécondité et à la hausse de l'accès à l'éducation, mais également sur une évolution sociétale et sur une transformation économique qui laissent une place croissante aux femmes.

L'examen de ces tendances fait état d'un positionnement du Maroc en bas du U, entre d'une part à sa gauche plusieurs pays de l'Afrique subsaharienne (caractérisés par un PIB/habitant plus faible et un taux d'activité des femmes élevé en lien avec l'importance des activités agricoles) et, à sa droite, des pays comme ceux d'Amérique Latine (ayant progressé en termes de richesse et ayant laissé une place de plus en plus importante à l'activité féminine).

Graphique 5 : Liens entre l'emploi féminin, le PIB par tête, la fécondité et l'éducation : positionnement international du Maroc



Source : Bureau International du Travail, indicateurs du développement mondial, élaboration auteurs

Le positionnement du Maroc en dessous de la courbe sous la forme du U signifie que le taux d'activité des femmes dans le pays est bien inférieur au niveau qui devrait être atteint en rapport à son niveau de développement actuel. Le même constat est vérifié en termes d'accès à l'éducation et à la santé au regard du fait que le Maroc enregistre un taux d'activité féminin bien au-dessous de celui affiché par les pays ayant enregistré des résultats similaires en termes de capital humain (la seule exception étant la zone MENA où le Maroc fait mieux que ses voisins en termes d'emploi féminin à un niveau d'éducation et de richesse donnés).

Les analyses effectuées dans le cadre de cette étude se sont, en outre, penchées sur l'exercice d'estimation des gaps à rattraper par le Maroc pour se positionner dans une dynamique de développement qui soit inclusive. C'est dans ce sens qu'un examen de la relation entre la moyenne mondiale de l'emploi féminin et les trois indices de développement (le PIB par habitant, la fécondité et le niveau d'éducation) et son application pour le cas du Maroc ont été réalisés. Les constats qui en découlent font état d'un taux

d'activité des femmes à atteindre par le Maroc qui devrait s'accroître de 15 à 20 points de plus que le taux enregistré en 2019 soit 21,5%. Ce gap est d'autant plus inquiétant au regard du niveau d'activité féminine qui stagne voire qui régresse sur les deux dernières décennies. Ces tendances sont non seulement liées aux facteurs sociaux impactant négativement l'emploi des femmes mais, également, au rythme relativement lent de la transformation structurelle de l'économie et le manque d'expansion de certains secteurs qui se sont avérés essentiels à l'expansion de l'emploi féminin à l'instar d'autres pays comme le secteur manufacturier et les services.

Quels sont les gains potentiels en termes de points de croissance économique tirés de l'amélioration de la participation des femmes au marché du travail au Maroc ?

Dans la perspective de quantifier les gains économiques potentiels résultant d'un accroissement de la diversité de genre au niveau du marché du travail au Maroc, plusieurs approches ont été appliquées dans ce sens. A cet égard, l'étude a eu recours à l'estimation de l'élasticité de

substitution entre le travail féminin et masculin pour cerner le degré de leur complémentarité, moyennant un modèle de production estimé économétriquement fondé sur les données de firmes industrielles marocaines (données émanant des enquêtes sur le Climat d'Investissement et la Compétitivité des Entreprises au Maroc réalisées par la Banque Mondiale).

Tenant compte des niveaux de substitution entre l'emploi féminin et masculin obtenus (plus le degré de substituabilité entre le travail féminin et masculin est faible, plus leur degré de complémentarité est élevé et plus la faiblesse du taux d'activité féminine devient un frein à la croissance) des simulations de niveaux de production alternatifs sont réalisées, par le biais de scénarios contrefactuels où l'écart d'activité entre hommes et femmes est progressivement réduit,

générant ainsi des quantifications de l'impact d'une hausse potentielle de l'activité des femmes sur la production industrielle au Maroc. Les résultats obtenus font état de l'existence de complémentarité entre l'emploi masculin et l'emploi féminin dans la fonction de production industrielle nationale (les estimations de l'élasticité de substitution relative au secteur industriel national avoisinent 2), ce qui justifierait l'utilité d'une politique de réduction des écarts d'emploi entre sexes.

Les simulations réalisées, dans ce cadre, en réduisant progressivement l'écart entre l'emploi industriel des femmes par rapport à celui des hommes à l'échelle nationale indiquent des progressions sensibles la production industrielle, comme en témoignent les résultats déclinés au niveau du tableau 1 :

Tableau 1 : Effets sur la production industrielle d'une hausse de l'emploi féminin non compensée par une baisse équivalente de l'emploi masculin (en %)

| Niveau de réduction des écarts entre l'emploi féminin et celui des hommes | Niveau de progression de l'emploi des femmes | Effets en termes de croissance de la Valeur ajoutée Industrielle | | |
|---|--|--|---------------------------------|-----------------------------------|
| | | Complémentarité faible (CES= 2,5) | Complémentarité moyenne (CES=2) | Complémentarité élevée (CES= 1,5) |
| 25% | 3,5 | +5,4 | +6,5 | +8,6 |
| 50% | 7,0 | +9,8 | +11,4 | +14,6 |
| 75% | 10,5 | +13,8 | +15,7 | +19,7 |
| 100% | 14,0 | +17,5 | +19,7 | +24,2 |

Source : estimations et calculs auteurs

Les effets de la réduction de l'écart de l'emploi féminin par rapport à l'emploi des hommes dans l'industrie traduisent, ainsi, l'impact mécanique induit par une croissance du niveau d'emploi en général. Cependant, il est important de signaler que les effets induits en termes d'accroissement de la production industrielle sont plus élevés que ceux que pourraient générer une hausse équivalente de l'emploi masculin au regard de l'importance de productivité

marginale des femmes (à des niveaux d'emploi inférieurs à ceux des hommes) par rapport à celles des hommes.

Concernant les simulations basées sur des hausses de l'emploi féminin dans l'industrie qui sont compensées par des baisses équivalentes de l'emploi masculin (ce qui signifie que la population totale employées dans l'industrie est stable), les résultats qui en découlent font état des constats suivants :

Tableau 2 : Effets sur la production industrielle d'une hausse l'emploi féminin compensée par une baisse équivalente de l'emploi masculin (en %)

| Niveau de réduction des écarts entre l'emploi féminin et l'emploi des hommes | Effets en termes de croissance de la Valeur ajoutée Industrielle | | |
|--|--|---------------------------------|-----------------------------------|
| | Complémentarité faible (CES= 2,5) | Complémentarité moyenne (CES=2) | Complémentarité élevée (CES= 1,5) |
| 25% | +2,2 | +3,3 | +5,6 |
| 50% | +3,2 | +4,8 | +7,9 |
| 75% | +3,5 | +5,3 | +8,9 |
| 100% | +3,1 | +5,0 | +8,7 |

Source : estimations et calculs auteurs

Il à noter qu'à mesure que l'emploi des femmes s'accroît alors que celui des hommes recule, l'impact sur le PIB industriel devient progressivement faible du fait que le produit marginal du travail féminin décroît tandis que celui du travail masculin augmente. De ce fait, l'effet positif sur la production provient, essentiellement, des premières unités d'emploi masculin substituées par l'emploi féminin. Les dernières unités d'emploi substituées entraînent, néanmoins, des productions marginales plus faibles attribuables à l'écart de production marginale entre les femmes et les hommes qui devient négatif.

Par ailleurs, un modèle multisectoriel à même de couvrir d'autres secteurs autres que l'industrie a été mis en place. Ce modèle appliqué aux secteurs de l'agriculture, de l'industrie et des services a permis d'approcher les barrières à l'emploi féminin ainsi que leurs effets sur l'activité économique. Ces barrières ont été approchées par des taux de taxation implicite appliquée au travail féminin. Les taux, ainsi, obtenus s'établissent entre 48% et 83% dans le secteur des services et de 28% à 68% dans l'industrie et l'agriculture. Par rapport à l'ensemble des secteurs, le taux de taxation implicite moyen varie

entre 50 et 55%, soit un niveau presque le même niveau enregistré à l'échelle de la région MENA, soit près de 53%.

Tenant compte de ces niveaux de taxation, plusieurs simulations ont été effectuées en fonction

des degrés de substitution entre le travail féminin et masculin et ce, afin d'évaluer l'impact d'une hausse de l'emploi des femmes sur l'activité économique au Maroc. Le tableau qui suit met en exergue les principaux résultats obtenu :

Tableau 3 : Effets sur le PIB (en %) de la réduction de l'écart entre l'emploi sectoriel des femmes par rapport à celui des hommes

| Simulation* | Niveau d'écart entre l'emploi des femmes et celui des hommes | | | | | | | |
|--|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | 25% | | 50% | | 75% | | 100% | |
| | $\sigma=1,25$ | $\sigma=2,75$ | $\sigma=1,25$ | $\sigma=2,75$ | $\sigma=1,25$ | $\sigma=2,75$ | $\sigma=1,25$ | $\sigma=2,75$ |
| Réduction des écarts de l'emploi entre les femmes et les hommes dans les services | +9,4 | +5,6 | +15,7 | +10,3 | +20,8 | +14,5 | +25,2 | +18,4 |
| Réduction des écarts de l'emploi entre les femmes et les hommes dans les secteurs agricole et industriel | +3,6 | +2,8 | +6,8 | +5,4 | +9,6 | +7,9 | +12,2 | +10,3 |
| Réduction des écarts de l'emploi entre les femmes et les hommes dans l'ensemble des secteurs | +13 | +8,4 | +22,5 | +15,7 | +30,4 | +22,4 | +37,4 | +28,7 |

*Simulations réalisées en se basant sur les données d'emploi du HCP.

Source : *Estimations et calculs des auteurs*

Dans le même ordre d'idées, des estimations macro-économiques fondées sur un modèle de croissance en « forme réduite » qui couvre un panel de pays, permettant de quantifier l'impact d'une hausse de l'activité des femmes sur le niveau de production, tout en prenant en compte les inégalités de genre en termes d'accès à l'éducation ont été effectuées. Cette approche consiste à estimer le niveau de PIB par habitant en fonction d'un certain nombre de variables explicatives dont notamment, les écarts d'activité entre hommes et femmes, la croissance de la population totale et de la population active, le taux d'ouverture commerciale, le niveau d'investissement public et le niveau d'éducation moyen.

Ainsi, une réduction d'un quart de la différence d'activité entre les hommes et les femmes conduirait à une hausse du PIB par tête variant entre 5,7% (en appliquant des mesures liées à la réduction des inégalités de genre dans le marché du travail mais excluant les politiques de promotion de l'égalité de l'accès à l'éducation) et de 9,9% (en adoptant des mesures complètes, incluant la réduction des inégalités de genre

d'accès à l'éducation, qui impactent positivement l'activité des femmes). Une réduction complète de l'écart d'emploi entre les femmes et les hommes, en éliminant les barrières à l'activité des femmes y compris celles liées à l'éducation, induirait une hausse du PIB par habitant de 39,5%. La progression du PIB par habitant serait de 22,8%, en procédant uniquement à l'élimination des barrières à l'activité des femmes sans prendre en compte celles empêchant un accès équitable et jeunes filles et des femmes à l'éducation.

L'exercice de quantification conduit dans le cadre de cette étude a, ainsi, permis de faire ressortir le supplément de croissance additionnel qui pourrait être généré, à travers le relèvement conséquent du taux d'activité des femmes. A ce gain économique potentiellement mobilisable s'ajoutent les effets induits sur le plan social, voire sociétal, et qui seraient de nature à impulser la dynamique de développement d'ensemble du Maroc.

Dépôt Légal : 2021MO0838
ISBN : 978-9954-92333-7-5

-Synthèse-

